

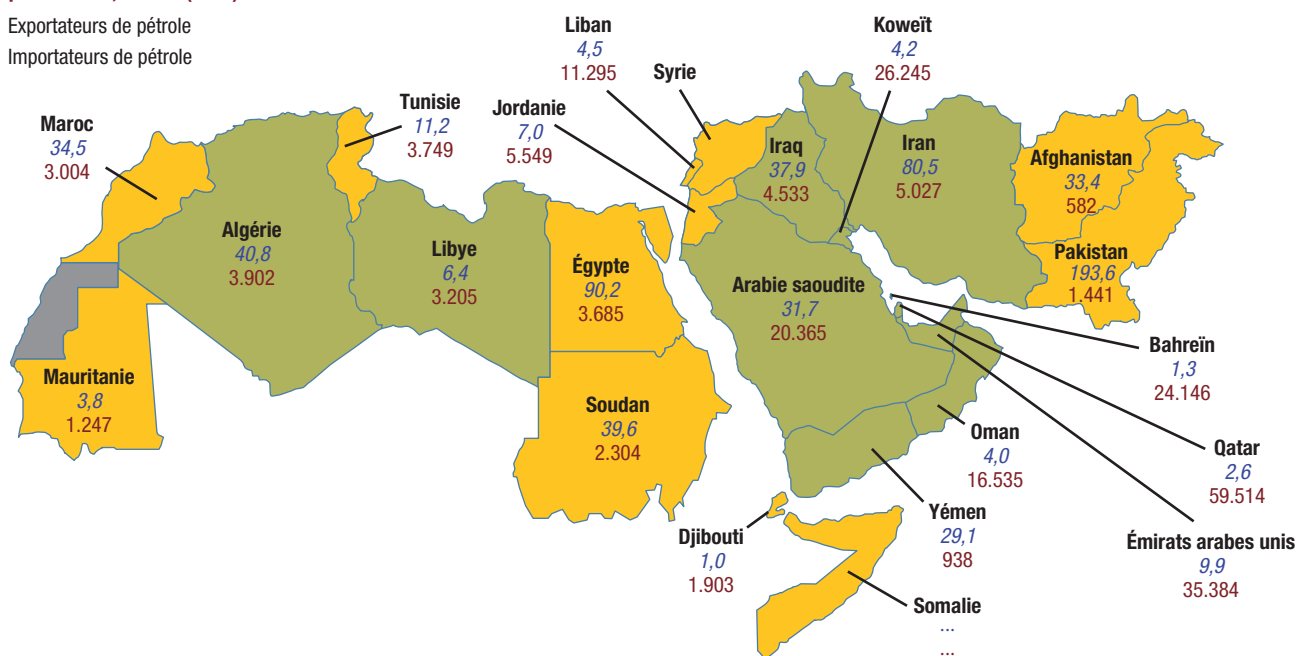
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

Population, millions d'habitants (2016)

PIB par habitant, dollars (2016)

- Exportateurs de pétrole
- Importateurs de pétrole



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft Map Land.

Note : Les noms des pays et les frontières ne traduisent pas nécessairement la position officielle du FMI.

L'appartenance du territoire indiqué en gris fait l'objet d'un différend.

Région MOANAP : Principaux points

Malgré le renforcement de la reprise mondiale, les perspectives économiques de la région MOANAP restent relativement timides en raison de l'adaptation au faible niveau des prix du pétrole et des conflits régionaux. Dans les pays exportateurs de pétrole, la faiblesse des cours et l'ajustement budgétaire continuent de peser sur la croissance non pétrolière, tandis que la croissance globale subit aussi les effets de l'accord de réduction de la production de brut impulsé par l'OPEP. S'agissant des pays importateurs de pétrole, la croissance devrait s'accélérer grâce au renforcement de la demande intérieure et à un redressement conjoncturel de l'économie mondiale. Cependant, à 2,6 % en 2017 — niveau inchangé par rapport à la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2017 —, la croissance de la région MOANAP sera inférieure de moitié environ à celle enregistrée en 2016, principalement en raison du comportement des pays exportateurs de pétrole. Elle devrait progressivement gagner en vigueur à moyen terme dans la plupart des pays de la région, mais dans bien des cas elle restera inférieure au niveau nécessaire pour faire reculer efficacement le chômage. Les réformes structurelles doivent s'intensifier pour profiter de la conjoncture favorable offerte par le renforcement de la reprise mondiale et pour assurer une croissance plus forte, plus inclusive et durable.

Exportateurs de pétrole : poursuivre le rééquilibrage budgétaire et la diversification de l'économie

Les cours du pétrole restent faibles malgré la généralisation des baisses de production décidées sous l'impulsion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les exportateurs continuent de s'adapter à la faiblesse des cours, laquelle a freiné la croissance et contribué au creusement des déficits budgétaires et extérieurs. La croissance globale au sein des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) devrait descendre

à 0,5 % en 2017, du fait de la réduction de la production de brut résultant de l'accord impulsé par l'OPEP. En revanche, la croissance hors pétrole devrait remonter à environ 2,6 % en 2017 et 2,4 % en 2018 en raison d'un ralentissement général de l'assainissement budgétaire. La croissance pétrolière et non pétrolière des pays du CCG a été revue à la baisse depuis la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2017. En Algérie, la croissance devrait ralentir à 1,5 % en 2017, puis descendre à 0,8 % en 2018, sous l'effet de la compression projetée des dépenses publiques, avant de se redresser à moyen terme. En Iran, la croissance devrait marquer un repli à 3,5 % cette année, car l'impulsion donnée à la production pétrolière après la levée des sanctions perd de son intensité. La situation sécuritaire et les contraintes de capacité de production de pétrole continuent de peser sur les perspectives de croissance de l'Iraq, de la Libye et du Yémen.

Face à la réalité du repli des cours du brut, il est d'autant plus urgent que les pays exportateurs cessent de privilégier la redistribution des recettes pétrolières par le biais de la dépense publique et des subventions énergétiques. Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont ainsi défini des stratégies ambitieuses de diversification, encore que les perspectives à moyen terme restent inférieures aux moyennes historiques sur fond de rééquilibrage budgétaire. Ces perspectives timides montrent combien il est nécessaire d'accélérer l'exécution des réformes structurelles.

Les pays exportateurs de pétrole doivent poursuivre la mise en œuvre de leurs plans de réduction du déficit budgétaire pour pouvoir préserver la viabilité des finances publiques et, dans certains cas, soutenir le régime de change. Le tassement des cours du pétrole a provoqué un important creusement des déficits budgétaires dans l'ensemble des pays exportateurs de la région MOANAP, de 1,1 % du PIB en 2014 à 10,6 % du PIB en 2016. Ce chiffre devrait toutefois descendre à 5,2 % du PIB cette année grâce à un modeste redressement des cours et à un travail considérable de réduction des

déficits. Cela étant, les progrès sont inégaux entre pays. Certains devront engager d'autres mesures de rééquilibrage budgétaire tout en protégeant les dépenses sociales et les crédits propices à la croissance. En tout état de cause, tous gagneraient à renforcer davantage leurs institutions et dispositifs budgétaires.

Les risques qui pèsent sur la croissance des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP restent de nature baissière. L'évolution des cours est certes sujette à de grandes incertitudes, mais, globalement, les risques relatifs à sa volatilité semblent plutôt être baissiers. À cela s'ajoute la persistance des risques liés aux conflits régionaux et aux phénomènes géopolitiques. Des facteurs de dimension mondiale pourraient également agir sur la région, dont une normalisation plus rapide que prévu de la politique monétaire américaine ainsi que les politiques de repli sur soi d'économies avancées. En revanche, des risques mondiaux de nature haussière — dont la probabilité d'une reprise mondiale plus forte et plus durable — pourraient contribuer à impulser la croissance dans la région.

Importateurs de pétrole : assurer la résilience et une croissance inclusive

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient afficher un taux de croissance de 4,3 % en 2017, soit un niveau nettement supérieur aux 3,6 % enregistrés en 2016. Cette expansion projetée — légèrement plus forte que la prévision de 4 % de la *Mise à jour des Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* de mai 2017 — devrait être généralisée et la plupart de ces pays devraient connaître une accélération alimentée par la demande intérieure et par les exportations. À moyen terme, la croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait continuer de s'améliorer progressivement pour atteindre 4,4 % en 2018, puis une moyenne de 5,3 % en 2019–22. Ces taux ne suffiront cependant pas à créer des emplois à une échelle capable de combattre le chômage actuel ou d'absorber les millions de jeunes qui arriveront sur le marché du travail dans les prochaines années.

Le déficit budgétaire moyen des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait diminuer

légèrement de 6,8 % du PIB en 2016 à 6,6 % en 2017, puis à 5,6 % en 2018. Des vulnérabilités subsistent toutefois en raison des effets persistants d'une faible mobilisation de recettes et d'un niveau élevé de dépenses courantes (subventions et salaires) qui, dans la plupart des pays, ont poussé la dette publique au-delà de 50 % du PIB. Cette tendance est d'ailleurs exacerbée par l'effet des variations des valorisations consécutives à la dépréciation des monnaies, de la montée des paiements d'intérêt et du caractère atone de la croissance. Un travail soutenu de rééquilibrage budgétaire et de réforme s'impose pour corriger les vulnérabilités liées à la dette. Les niveaux d'endettement devraient diminuer d'ici 2022 dans la plupart des pays compte tenu des rééquilibrages projetés, lesquels devraient passer par un ciblage précis des dépenses courantes pour protéger les dépenses sociales et accroître l'efficacité de l'investissement public afin d'atténuer les effets de contraction sur la croissance.

Malgré le rebond prévu de croissance, il convient d'accélérer de manière résolue l'exécution de réformes structurelles ambitieuses de manière à renforcer l'activité du secteur privé et de promouvoir une économie plus dynamique, plus compétitive et plus inclusive. Il sera essentiel d'améliorer le climat des affaires, notamment en rehaussant la qualité des infrastructures. Le Pacte pour l'Afrique récemment mis en place offre la possibilité de s'attaquer à ces obstacles. Les réformes du marché du travail et de l'éducation, l'amélioration de la productivité, et un meilleur accès à la finance auront également un rôle à jouer.

Les risques qui pèsent sur la croissance restent de nature baissière. Ces risques concernent notamment les conflits régionaux et la situation sécuritaire, les tensions sociales et le sentiment de saturation face aux réformes, ainsi que la vulnérabilité de l'activité agricole aux aléas climatiques et à l'évolution des prix. Parmi les facteurs liés à l'environnement mondial pouvant intervenir dans la région figurent l'éventualité d'un durcissement plus rapide des conditions financières mondiales et les politiques de repli sur soi d'économies avancées. En revanche, la probabilité d'une reprise plus forte de l'activité dans la zone euro et dans d'autres pays partenaires commerciaux contribuerait à impulser la croissance dans la région.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–18
(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000-13	2014	2015	2016	Projections	
					2017	2018
MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	2,8	2,7	5,0	2,6	3,5
Solde des transactions courantes	8,9	5,5	-3,7	-4,1	-1,9	-1,6
Solde budgétaire global	2,4	-3,1	-8,6	-9,3	-5,7	-4,6
Inflation (progression annuelle, %)	6,9	7,0	5,8	5,7	7,9	6,9
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	2,6	2,1	5,6	1,7	3,0
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,9	3,9	0,6	1,1	2,6	2,5
Solde des transactions courantes	12,9	8,8	-3,5	-3,6	-0,4	-0,2
Solde budgétaire global	6,2	-1,1	-9,3	-10,6	-5,2	-4,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,5	5,8	5,4	4,7	4,4	6,1
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	3,3	3,8	2,2	0,5	2,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	7,0	5,4	3,8	1,8	2,6	2,4
Solde des transactions courantes	16,6	14,4	-2,4	-3,4	0,2	0,0
Solde budgétaire global	10,0	2,1	-9,2	-11,9	-6,3	-5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,6	2,5	2,9	0,8	4,2
Dont : exportateurs de pétrole non membres du CCG						
PIB réel (croissance annuelle)	5,2	1,7	0,1	9,5	3,1	3,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,7	2,0	-3,4	0,3	2,6	2,6
Solde des transactions courantes	7,5	-1,0	-5,3	-3,9	-1,6	-0,6
Solde budgétaire global	2,3	-4,8	-9,3	-9,1	-4,1	-3,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	13,5	9,6	8,8	6,7	8,3	8,3
Importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,5	3,2	3,9	3,6	4,3	4,4
Solde des transactions courantes	-2,4	-4,2	-4,4	-5,3	-5,3	-4,8
Solde budgétaire global	-5,5	-7,3	-7,3	-6,8	-6,6	-5,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,0	9,4	6,7	7,7	15,0	8,3
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	2,6	2,6	5,1	2,2	3,2
Solde des transactions courantes	9,6	6,0	-4,0	-4,4	-1,7	-1,3
Solde budgétaire global	3,2	-2,9	-9,1	-10,0	-5,7	-4,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,8	6,8	6,0	6,0	8,4	7,1
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	5,3	2,5	3,4	3,3	2,0	3,1
Solde des transactions courantes	10,6	6,4	-5,0	-5,9	-2,8	-2,3
Solde budgétaire global	3,6	-3,3	-10,7	-11,8	-6,6	-5,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,1	4,8	4,7	5,3	7,8	6,4

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011–18 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin). Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen. Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Pays exportateurs de pétrole non membres du CCG : Algérie, Iran, Iraq, Libye et Yémen. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie. Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.